



## Stratégies de diversification et bien-être des femmes rurales au Sénégal

Par Thierno Malick Diallo, Abdoulaye Dieye et Ibrahima Ndiaye

### Messages clés

- La diversification des sources de revenus à travers des activités non agricoles peut aider les femmes rurales à améliorer significativement leur bien-être, et celui de leurs ménages
- La mise en œuvre d'interventions visant à favoriser la diversification non agricole des femmes rurales contribuerait efficacement à la réalisation des objectifs de l'État pour le développement inclusif et l'égalité des genres au Sénégal.

### Situation économique des femmes rurales et engagements de l'État

Au Sénégal, les femmes jouent un rôle essentiel dans l'agriculture; elles constituent 60% de la main d'œuvre agricole et assurent plus de 70% de la production alimentaire (FIDA, 2019a, b).

Elles sont néanmoins confrontées à de nombreux défis, notamment en matière d'accès au financement et aux intrants de qualité. Leur capacité de production est également contrainte par des difficultés d'accès à la terre et par la mauvaise qualité des infrastructures et des services (voir DSRP I, 2002; DSRP II, 2006; Ndiaye, 2007; PSE, 2014).

En outre, si plus de la moitié des pauvres (57,1%) vivent en milieu rural, la plupart d'entre eux sont des femmes qui dépendent principalement des activités agricoles pour leur survie (ANDD, 2013).

À travers le Plan Sénégal Émergent (PSE), l'État s'est engagé à promouvoir un développement inclusif basé sur le respect des besoins différenciés des femmes en leur garantissant un accès équitable aux opportunités. Depuis 2016, diverses mesures ont été mises en œuvre à cette fin, notamment dans le cadre du « Document Budgétaire Genre » et de la Stratégie Nationale pour l'Équité et l'Égalité de Genre (SNEEG 2016-2026).

Bien que ces mesures aient permis de réaliser des progrès significatifs (RAC, 2018), la situation économique des femmes rurales sénégalaises continue d'être marquée par un accès limité aux ressources productives

et aux débouchés économiques. Les femmes rurales possèdent et exploitent toujours moins de terres et utilisent moins d'intrants productifs (engrais, pesticides, semences améliorées) comparés aux hommes. Elles sont aussi caractérisées par de faibles niveaux de revenus qui limitent leur capacité d'épargne et d'investissement (DAPSA, 2018; FAO, 2018; FIDA, 2019b).

Afin de réaliser ses objectifs en matière de développement inclusif et d'équité des genres, le gouvernement doit donc prioriser la conception de politiques alternatives destinées à améliorer le niveau de vie et lever les contraintes économiques sur les femmes rurales.

### Les stratégies de diversification pour développer le secteur rural

La littérature scientifique démontre que l'adoption de stratégies de diversification contribue à :

- améliorer le niveau de vie des populations rurales (Bezu et Barret, 2012; Aloblo Loison, 2019),
- accroître l'autonomisation des femmes rurales (Maligalig et al., 2019),
- atténuer les contraintes liées à l'accès aux facteurs de production - si les profits sont investis en retour dans l'agriculture (Anriquez et Daidone, 2010; Dedehouanou et al., 2018)

suite au verso



suite du verso

Le gouvernement du Sénégal soutient actuellement les stratégies de diversification agricole, en se fixant pour objectifs l'autosuffisance en riz et en oignon, l'optimisation des performances de la filière arachidière et le développement de la filière fruits et légumes.

Une option de politique alternative qui n'a pas encore été expérimentée par le gouvernement est celle de la **diversification non agricole** à haut rendement, c'est-à-dire la participation à des activités non agricoles à forte valeur ajoutée. Ce type de diversification concerne les activités économiques autres que la production agricole « primaire », et généralement destinée à améliorer la rentabilité de celle-ci - telles que l'agro-transformation.

## Analyse du potentiel stratégique de la diversification non agricole

En 2019-2020, une équipe de chercheurs PEP sénégalais a réalisé un projet d'étude collaborative dans une perspective d'**évaluer les effets des stratégies de diversification non agricole à haut rendement sur le bien-être en milieu rural**. Les résultats trouvés révèlent que l'adoption des telles stratégies contribue à améliorer significativement le bien-être des femmes rurales sénégalaises et celui de leurs ménages.

**Concernant le bien-être des femmes**, on observe une :

- hausse de leur revenu mensuel de 98 410 Francs CFA
- amélioration - de plus de 3 points de pourcentage - de leur degré d'autonomisation économique<sup>1</sup>

**Par rapport au bien-être des ménages**, les résultats démontrent que l'impact en termes de:

- revenus est plus important quand la femme et l'homme du ménage diversifient tous les deux leurs activités ;
- sécurité alimentaire est plus élevée quand seule la femme du ménage diversifie.

Ainsi, les stratégies de diversification non agricole des femmes augmentent leurs revenus, renforcent leur autonomisation économique et améliorent la sécurité alimentaire de leurs ménages.

## Conclusions

À travers le programme de développement agricole, articulé autour du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS), la politique actuelle du gouvernement pour le développement rural est principalement axée sur la diversification agricole.

Les résultats de l'étude suggèrent toutefois que des **mesures complémentaires visant à faciliter l'adoption, par les femmes rurales, de stratégies de diversification non agricoles** permettraient à l'État de réaliser plus efficacement ses objectifs en matière de développement inclusif et d'équité des genres.

À cette fin, les auteurs proposent les étapes suivantes:

1. Utiliser les acquis des projets et programmes de filets sociaux existants pour **encourager davantage la diversification des revenus non agricoles auprès des femmes rurales**.

- C'est dans une certaine mesure l'objet du projet Yokk Com Com qui appuie en effet la mise en œuvre d'activités génératrices de revenus et qui vient en complément du programme de transfert monétaire PNBSF.

2. **Évaluer les besoins d'investissements** dans les infrastructures rurales de base nécessaires au développement du secteur non agricole - comme les routes et les services de transport.

- Ce genre d'investissements contribuent en effet à la création d'opportunités économiques et d'emplois non agricoles dans les milieux ruraux.

3. Évaluer les besoins et définir les mécanismes en vue de **fournir un encadrement technique aux femmes** engagées ou non dans les stratégies de diversification non agricole – notamment par le partage d'expériences et de bonnes pratiques (en langues locales).

- Les résultats de l'étude suggèrent en effet que des mesures de renforcement des capacités intellectuelles et entrepreneuriales des femmes rurales pourraient s'avérer nécessaires afin d'assurer l'adoption efficace des stratégies de diversification

4. Une option pratique serait de favoriser la multiplication des organisations paysannes pour aider les femmes non instruites à s'approprier collectivement des stratégies de diversification agricole par l'apprentissage et l'action.

<sup>1</sup> L'autonomisation économique des femmes est mesurée par un indice multidimensionnel qui rend compte de l'accès des femmes rurales au pouvoir de décision dans quatre domaines, à savoir l'agriculture, l'élevage, la pêche et la foresterie. Pour chaque domaine d'activité, l'enquête renseigne sur la personne responsable de la gestion des ressources au sein du ménage. Ainsi, une femme rurale est économiquement autonome si elle est responsable de la gestion des ressources productives dans au moins un des quatre domaines précités.



Canada

Ce document présente une synthèse des résultats d'un projet soutenu par le PEP dans le cadre du programme PAGE II (2016-2021), en appui aux initiatives et capacités locales pour l'analyse de politiques liées à la croissance, l'emploi et l'égalité des genres dans les pays en développement.

Le projet de recherche **PMMA-20418** a été financé par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Pour plus d'information sur les résultats scientifiques de l'étude, veuillez consulter le cahier de recherche correspondant de la série [PEP working papers](#).

*Les avis et recommandations exprimés dans cette publication sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux du PEP.*

## Références

- Alobo Loison, S, 2019. Household Livelihood Diversification and Gender: Panel Evidence from Rural Kenya. *Journal of Rural Studies*, 69, 156-172. Disponible à <https://doi.org/10.1080/00220388.2015.1046445>
- Anriquez, G. and Daidone, S, 2010. Linkages between the farm and nonfarm sectors at the household level in rural Ghana: A consistent stochastic distance function approach' *Agricultural Economics*, 41(1), 51–66. Disponible à <https://doi.org/10.1111/j.1574-0862.2009.00425.x>
- ANSD, 2013. Rapport Définitif Deuxième Enquête de Suivi de la Pauvreté Au Sénégal En 2011. République du Sénégal. Disponible à <http://anads.ansd.sn/index.php/citations/3>
- Bezu, S., and Barrett, C. B, 2012. Employment dynamics in the rural nonfarm sector in Ethiopia: Do the poor have time on their side? *Journal of Development Studies*, 48(9), 1223 -1240. Disponible à : [doi.org/10.1080/00220388.2012.671476](https://doi.org/10.1080/00220388.2012.671476)
- DAPSA, 2018. Présentation des Principaux Résultats de l'Enquête Agricole 2017-2018. Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural. Disponible à <https://dapsa.sec.gouv.sn/>
- Dedehouanou, S. F., A, Araar., A, Ousseini., A, Harouna., A. L. and Jabir, M, 2018. Spillovers from off-farm self-employment opportunities in rural Niger', *World Development*, 105,428–442. Disponible à <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2017.12.005>
- DSRP I, 2002. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. République du Sénégal. Disponible à [www.bameinfopol.info/IMG/pdf/DSRP.pdf](http://www.bameinfopol.info/IMG/pdf/DSRP.pdf)
- DSRP II, 2006. Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté. République du Sénégal. Disponible à [www.bameinfopol.info/IMG/pdf/DSRP2-FINAL-juin2006.pdf](http://www.bameinfopol.info/IMG/pdf/DSRP2-FINAL-juin2006.pdf)
- FAO, 2018. Profil National Genre des Secteurs de l'Agriculture et du Développement Rural – Sénégal. Série des Évaluations Genre des Pays, Dakar. 108 pp. Disponible à : [www.fao.org/publications/card/en/c/CA0044FR](http://www.fao.org/publications/card/en/c/CA0044FR)
- FIDA 2019a. Senegal: Country Facts. Disponible à [www.ifad.org/en/web/operations/country/id/senegal](http://www.ifad.org/en/web/operations/country/id/senegal)
- FIDA, 2019b. Programme d'Options Stratégiques pour le Pays 2019-2024. République Du Sénégal, 2019/126/R.18. Disponible à [www.ifad.org/fr/-/document/senegal-country-strategic-opportunities-programme-2019-2024-](http://www.ifad.org/fr/-/document/senegal-country-strategic-opportunities-programme-2019-2024-)
- Maligalig, R., Demont, M., Umberger, W.J., and Peralta, A, 2019. Off-Farm Employment Increases Women's Empowerment: Evidence from Rice Farms in The Philippines. *Journal of Rural Studies* 71, 62-72. Disponible à <https://doi.org/10.1016/j.jrurstud.2019.09.002>
- Ndiaye, F. C, 2007. Etude Genre dans la Conception et la Mise en Place d'un Régime de Protection Sociale Agro-Sylvo-Pastorale au Sénégal. Document de Travail. Bureau Sous Regional de l'OIT Pour Le Sahel, Dakar. Disponible à [www.social-protection.org/gimi/gess/ShowRessource.action?ressource.ressourceld=1890](http://www.social-protection.org/gimi/gess/ShowRessource.action?ressource.ressourceld=1890)
- PSE, 2014. Plan Sénégal Emergent. République du Sénégal. Disponible à [www.un-page.org/files/public/plan\\_senegal\\_emergent.pdf](http://www.un-page.org/files/public/plan_senegal_emergent.pdf)
- RAC, 2018. Rapport final, Novembre 2018. Direction Générale de la Planification et de Politiques Economique (DGPE), Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération. République du Sénégal. Disponible à [www.economie.gouv.sn/sites/default/files/fichier/Rapport\\_RAC20185112018\\_def.pdf](http://www.economie.gouv.sn/sites/default/files/fichier/Rapport_RAC20185112018_def.pdf)